

Questions orales

l'économiste Ronald Wonnacott, de l'University of Western Ontario, et Douglas Purvis, de l'Université Queen.

Ce sont deux personnes remarquables qui disent que le Canada bénéficie largement de l'Accord de libre-échange.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. S'il est tellement convaincu de ce qu'il avance, je lui demande de déposer aujourd'hui une liste de ces emplois qui ont été créés au Canada depuis que l'accord commercial a été signé.

Il voudra peut-être aussi parler aux 60 employés du siège social de la société Catelli et à ses 280 employés d'usine à qui elle demande d'accepter des réductions de salaires et un gel des salaires jusqu'à la fin de 1993 s'ils veulent empêcher que leurs emplois ne passent aux usines américaines. Le président américain de Catelli a déclaré que la décision s'inscrivait dans la stratégie nord-américaine de la société sous le régime de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Le premier ministre peut-il encore soutenir que l'accord commercial nous vaudra plus d'emplois et un niveau de vie plus élevé, alors qu'on invoque cet accord pour intimider les travailleurs et les amener à accepter des salaires et un niveau de vie moins élevés?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'avais pas prévu le faire, mais je me ferai un plaisir de déposer un document montrant que depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, le 1^{er} janvier 1989, 257 000 nouveaux emplois ont été créés.

Des voix: Bravo!

Des voix: Faites-en la liste.

M. Mulroney: Monsieur le Président, en ce qui concerne un important élément de ces. . .

M. Allmand: Vendre des hamburgers.

M. Mulroney: Le député de Notre-Dame-de-Grâce parle de vente de hamburgers. Or, de ces 257 000 emplois, 231 000 ou 90 p. 100 sont à temps plein, ce qui renverse complètement une tendance observée à l'époque des libéraux.

• (1430)

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La question pour les résidents de Sainte-Thérèse, Québec, est peut-être celle-ci: Où sont les emplois? Cette fin de semaine, nous avons appris que 1 700 emplois vont disparaître à Sainte-Thérèse, au Québec. L'usine de la General Motors ferme la moitié de sa chaîne de production. Or, cette usine est plus compétitive que l'usine de la General Motors des États-Unis: son coût de production, par employé, se situe entre 8 \$ et 9 \$ de moins qu'aux États-Unis.

Le premier ministre a dit qu'avec l'Entente de libre-échange, toutes les décisions seraient prises en fonction de la compétitivité. Le premier ministre est-il prêt à admettre que cette décision-là est politique, pas économique, que des emplois sont en cause et que le libre-échange ne protège pas nos gens?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, les mises à pied à Sainte-Thérèse sont temporaires. Elles sont dues aux conditions du marché à court terme. L'usine de Sainte-Thérèse est très moderne et très compétitive, et dans laquelle la General Motors a déjà investi 450 millions de dollars. Les installations de Sainte-Thérèse sont de haute qualité, par exemple le nouveau service de peinture. Nous sommes confiants que l'usine est bien placée pour assurer le succès de nouveaux produits, ce qui permettra une viabilité à long terme.

[Traduction]

Nous devrions vanter cette usine, non la dénigrer. Elle jouit d'un très fort taux de succès et un bel avenir l'attend.

À propos de l'industrie de transformation des aliments, je devrais également faire remarquer à la députée qu'au cours de l'année dernière, 21 nouvelles usines ont été établies, 23 ont pris de l'expansion et 18 ont été modernisées. Cela, au cours des 12 derniers mois.

[Français]

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Comme il l'a été justement mentionné, vendredi, la compagnie General Motors a annoncé le licenciement de 1 700 travailleurs à son usine de Sainte-Thérèse. Étant donné que dans le passé le gouvernement a subventionné cette compagnie à Sainte-Thérèse, et que